

**Le géant français de l'affichage publicitaire urbain, JCDecaux, est pointé du doigt par les opposants au gouvernement de Viktor Orbán, qui lui demandent de ne plus diffuser sa propagande raciste et xénophobe.**

Une pétition a été lancée jeudi pour dire *STOP GYŰLÖLET!* (STOP A LA HAINE !). Signée samedi matin par près de deux mille personnes, elle réclame l'arrêt de la nouvelle campagne d'affichage du gouvernement qui a débuté cette semaine. Ces affiches « d'information gouvernementale » consistent en une photographie d'une foule de migrants barrée du mot « Stop ».

« *Le gouvernement hongrois a lancé une nouvelle campagne d'affichage avec l'argent du contribuable hongrois et la participation de l'entreprise française JCDecaux* », peut-on lire dans la pétition publiée sur la plateforme [aHang.hu](https://aHang.hu).

*« Votre entreprise contribue activement à cette propagande ».*

Les signataires peuvent envoyer un e-mail pré-formaté à Szilárd Szelei, le directeur de JCDecaux en Hongrie. Celui-ci stipule : « *Les espaces d'affichages de JCDecaux sont utilisés par le gouvernement hongrois pour afficher des contenus haineux qui rappellent les périodes les plus sombres de notre histoire. Votre entreprise contribue activement à cette propagande. Nous vous demandons de supprimer dès à présent ces contenus et de ne plus diffuser leurs affiches transmettant de tels messages ! Les profits ne sont pas tout, l'humanité est plus rentable à long terme.* »

Contacté par notre rédaction, le service de communication de l'entreprise française a expliqué que « *contrairement à la France, les campagnes politiques sont autorisées en affichage en Hongrie* », et ajouté : « *nos espaces publicitaires sont disponibles pour l'ensemble des partis politiques. JCDecaux ne peut censurer les messages des uns ou des autres* ».

Ces affiches ne sont que les dernières d'[une longue série de messages d'incitation à la haine](#) émis par le gouvernement nationaliste hongrois et diffusés par JCDecaux. Sortie du marché hongrois en 2009, l'entreprise française y a fait son retour en 2012 en rachetant la totalité des actifs hongrois du numéro un du mobilier urbain en Hongrie, EPAMEDIA. Les messages du gouvernement qui saturent l'espace urbain depuis de longs mois sont particulièrement visibles tout le long du principal boulevard de Budapest sur des espaces d'affichages déroulants et éclairés flambant neufs.



Photo : Le Courrier d'Europe centrale.